

Samir AMIN

Conférence de Durban contre le racisme (Août 2001)

MONDIALISATION OU APARTHEID A L'ECHELLE MONDIALE ?

La confusion entretenue dans le discours dominant entre le concept "d'économie de marché" et celui de capitalisme est à la source d'un affaiblissement dangereux de la critique adressée aux politiques mises en œuvre. Le "marché", qui fait référence par nature à la concurrence, n'est pas le "capitalisme", dont le contenu est précisément défini par les limites à la concurrence que le monopole de la propriété privée y compris oligopolistique (de certains, à l'exclusion des autres donc) implique. Le "marché" et le capitalisme constituent deux concepts distincts. Le capitalisme réellement existant est le contraire même de ce qu'est le marché imaginaire.

Par ailleurs, le capitalisme envisagé abstraitement comme mode de production, est fondé sur un marché intégré dans ses trois dimensions (marché des produits du travail social, marché des capitaux, marché du travail). Mais le capitalisme considéré comme système mondial réellement existant est fondé sur l'expansion mondiale du marché dans ses deux premières dimensions seulement, la constitution d'un véritable marché mondial du travail étant exclue par la persistance des frontières politiques d'Etat, en dépit de la mondialisation économique, toujours tronquée de ce fait. Pour cette raison le capitalisme réellement existant est nécessairement polarisant à l'échelle mondiale et le développement inégal qu'il fonde devient la contradiction grandissante la plus violente qui ne peut être surmontée dans le cadre de la logique du capitalisme.

Les "centres" sont le produit de l'histoire. Celle-ci a permis, en certaines régions du système capitaliste la constitution d'une hégémonie bourgeoise nationale et d'un Etat qu'on qualifiera également de capitaliste national. Bourgeoisie et Etat bourgeois sont ici inséparables ; et seule l'idéologie "libérale" peut, contre toute réalité, parler d'une économie capitaliste en faisant abstraction de l'Etat. L'Etat bourgeois est national lorsqu'il maîtrise le procès de l'accumulation, dans les limites de contraintes extérieures, certes, mais lorsque ces contraintes sont fortement relativisées par sa propre capacité à réagir à leur action, voire, à participer à leur façonnement.

Quant aux "périphéries", elles sont définies simplement négativement : ce sont les régions qui, dans le système capitaliste mondial, ne se sont pas érigées en centres. Ce sont donc les pays et régions qui ne maîtrisent pas localement le procès de l'accumulation, lequel est, dès lors, façonné principalement par les contraintes extérieures. Les périphéries ne sont pas, de ce fait, "stagnantes", bien que leur développement ne soit pas similaire à celui qui caractérise les centres aux étapes successives de l'expansion globale du capitalisme. La bourgeoisie et le capital local ne sont pas nécessairement absents de la scène sociale et politique locale, et les périphéries ne sont pas synonymes de "sociétés précapitalistes". Mais l'existence formelle de l'Etat n'est pas synonyme d'Etat capitaliste national, même si la bourgeoisie locale contrôle largement cet appareil, pour autant qu'elle ne maîtrise pas le procès d'accumulation.

La coexistence au sein du système capitaliste mondial de centres et de périphéries ainsi définis, à chaque étape du développement global est un fait d'évidence banale. La question n'est donc pas située dans cette reconnaissance ; elle est de savoir si les périphéries sont en "transition vers la cristallisation de centres nouveaux". Plus précisément la question est de savoir si les forces qui agissent dans le système global poussent dans cette direction, ou si au contraire elles s'y opposent. Et ce, par-delà les transformations que subissent ces forces d'une étape à l'autre du développement de l'ensemble du système.

Le capitalisme réellement existant, dans son expansion mondialisée, a donc toujours fondé l'inégalité entre les peuples. Cette inégalité n'est pas le produit de circonstances propres à tel ou tel pays ou tel ou tel moment ; elle est le produit de la logique immanente de l'accumulation du capital. Le racisme est alors le produit inévitable de ce système. Dans le discours de l'idéologie vulgaire dominante, l'économie de marché ignorerait par nature l'inégalité entre les individus comme entre les peuples, et serait, dans ces conditions, porteuse de la démocratie. Dans les faits le capitalisme réellement existant est tout autre chose, fondateur de l'inégalité entre les peuples et donc porteur de racisme fondamental.

Dans le moment actuel de mondialisation néo-libérale ce discours prétend que la page de l'inégalité entre les peuples serait en voie d'être tournée. La mondialisation nouvelle, dit-on offre une "chance" à ceux des pays qui en acceptent le jeu et savent intelligemment s'y intégrer. Ces pays pourraient alors "rattraper" les centres anciens. Nous verrons qu'il n'en est rien. Au contraire les formes nouvelles de la domination monopolistique des centres sur l'ensemble du système sont porteuses d'un approfondissement de la polarisation, d'une aggravation de l'inégalité entre les peuples. La logique de cette mondialisation n'est rien d'autre que celle de l'organisation d'un apartheid à l'échelle mondiale.

La mondialisation, c'est l'impérialisme

L'impérialisme n'est pas un stade - fut-il suprême - du capitalisme. Il est, dès l'origine, immanent à son expansion. La conquête impérialiste de la planète par les Européens et leurs enfants nord américains s'est déployée en deux temps et en amorce peut être un troisième.

1. Le premier moment de ce déploiement dévastateur de l'impérialisme s'est organisé autour de la conquête des Amériques, dans le cadre du système mercantiliste de l'Europe atlantique de l'époque. Il s'est soldé par la destruction des civilisations indiennes et leur hispanisation-christianisation, ou tout simplement par le génocide parfait, sur lequel se sont construits les Etats Unis. Le racisme fondamental des colons anglo-saxons explique que ce modèle ait été reproduit ailleurs, en Australie, en Tasmanie (le génocide le plus parfait de l'histoire), en Nouvelle Zélande. Car si les espagnols catholiques agissaient au nom de la religion qu'il fallait imposer aux peuples conquis, les Anglo-protestants reprenaient de leur lecture de la Bible le droit d'exterminer les "infidèles". L'infâme esclavage des Noirs, rendu nécessaire par l'extermination des Indiens - ou leur résistance - a pris allègrement le relais pour la "mise en valeur" des parties utiles du continent. Personne aujourd'hui ne doute des motivations réelles de toutes ces horreurs, et ignore leur relation étroite avec l'expansion du capital mercantiliste. Il n'empêche que les Européens de l'époque ont

accepté les discours idéologiques qui les ont légitimés ; et les protestations - celle de Las Casas par exemple - n'ont pas trouvé beaucoup d'échos, à l'époque.

Les dévastations de ce premier chapitre de l'expansion capitaliste mondiale ont produit - avec retard - les forces de libération qui en ont remis en question les logiques qui les commandaient. La première révolution du continent a été à la fin du XVIIIe siècle celle des esclaves de Saint Domingue (Haïti aujourd'hui), suivie plus un siècle plus tard par la révolution mexicaine des années 1910 de ce siècle, et cinquante après par celle de Cuba. Et si je ne signale ici ni la fameuse "révolution américaine", ni celle des colonies espagnoles qui l'a rapidement suivi, c'est parce qu'il ne s'agissait ici que d'un transfert du pouvoir de décision des métropoles aux colons pour faire la même chose, poursuivre le même projet avec encore plus de brutalité - sans avoir à en partager les profits avec les "mères patries" d'origine.

2. Le second moment de la dévastation impérialiste s'est construit sur la base de la révolution industrielle et s'est manifesté par la soumission coloniale de l'Asie et de l'Afrique. "Ouvrir les marchés" - comme celui de la consommation d'opium imposée aux Chinois par les puritains d'Angleterre - , s'emparer des ressources naturelles du globe, en constituaient les motivations réelles, comme chacun le sait aujourd'hui. Mais encore une fois l'opinion européenne n'a pas vu ces réalités et accepté - mouvement ouvrier de la seconde internationale inclus - le nouveau discours légitimateur du capital. Il s'agissait cette fois de la fameuse "mission civilisatrice". Les voix lucides qu'on entend à l'époque sont plutôt celles de bourgeois cyniques, comme celle de Cecil Rhodes préconisant la conquête coloniale pour éviter la révolution sociale en Angleterre. Encore une fois celle des protestataires - de la Commune de Paris aux bolchéviks - n'a pas eu beaucoup d'écho. Cette phase seconde de la dévastation impérialiste est à l'origine du plus grand problème auquel l'humanité ait jamais été confronté : la polarisation gigantesque qui fait passer les rapports d'inégalité entre les peuples de un à deux au maximum vers 1800 pour ce qui concerne 80 % de la population de la planète à 1 à 60 aujourd'hui, les centres bénéficiaires du système ne regroupant plus que 20 % de l'humanité. Ces réalisations prodigieuses de la civilisation capitaliste ont été simultanément le motif des plus violentes confrontations entre les puissances impérialistes qu'on ait jamais connu. L'agression impérialiste a produit à nouveau les forces qui en ont combattu le projet : les révolutions socialistes (de la Russie, de la Chine, c'est dire - et pas par hasard - toujours situées dans les périphéries victimes de l'expansion impérialiste et polarisante du capitalisme réellement existant) et les révolutions de libération nationale. Leur victoire a imposé un demi siècle de répit - l'après deuxième guerre mondiale - qui a pu nourrir l'illusion qu'enfin le capitalisme - contraint de s'y ajuster - parvenir à se civiliser.

Le poids de la question de l'impérialisme (et derrière elle celle de son antinomie - la libération et le développement) continuera à peser sur l'histoire du capitalisme jusqu'à nos jours. C'est ainsi que la victoire des mouvements de libération arrachant au lendemain de la seconde guerre mondiale l'indépendance politique des nations asiatiques et africaines non seulement mettait un terme au système du colonialisme mais encore d'une certaine manière clôturait l'ère de l'expansion européenne inaugurée en 1492. Cette expansion avait été la forme prise par le développement du capitalisme historique pendant quatre siècles et demi (de 1500 à 1950) au point que ces deux dimensions de la même réalité étaient devenues inséparables. Le "système mondial de 1492" avait certes déjà été entamé entre la fin du XVIIIe siècle et les débuts du XIXe

par l'indépendance des Amériques, mais il ne s'agissait là que d'apparence puisque l'indépendance en question avait été conquise non par les peuples indigènes et les esclaves importés par les colons (sauf à Haïti) mais par les colons eux mêmes, transformant de la sorte l'Amérique en une seconde Europe. L'indépendance reconquise par les peuples d'Asie et d'Afrique revêtait une autre signification.

Les classes dirigeantes des pays colonialistes d'Europe n'ont pas manqué de comprendre alors que la page de l'histoire venait d'être définitivement tournée. Elles ont compris qu'il leur fallait renoncer à leur vision traditionnelle qui associait l'essor de leur économie capitaliste domestique au succès de leur expansion impériale. Car cette vision n'était pas seulement celle des puissances coloniales anciennes - en premier lieu l'Angleterre, la France et la Hollande - elle était également celle des nouveaux centres capitalistes constitués au XIXe siècle - l'Allemagne, les Etats Unis, le Japon. Les conflits intra-européens et internationaux étaient de ce fait en premier lieu des conflits pour le repartage colonial impérialiste du système de 1492. Etant entendu que les Etats Unis se réservaient l'exclusivité dans tout le nouveau continent.

La construction d'un grand espace européen, développé, riche, disposant d'un potentiel technologique et scientifique de premier ordre comme de fortes traditions militaires, paraissait constituer une alternative solide sur la base de laquelle un nouvel essor de l'accumulation capitaliste pourrait être envisagé, sans "colonies", c'est à dire sur la base d'une mondialisation de type nouveau, différente de celle du système de 1492. La question reste de savoir en quoi ce système mondial nouveau pourrait différer de l'ancien, s'il sera toujours polarisant, comme l'ancien, fût-ce sur des bases nouvelles, ou s'il cessera de l'être.

Sans doute cette construction qui non seulement est loin d'être achevée mais passe par un moment de crise qui pourrait en remettre en question la portée, restera-t-elle difficile, tant pèsent les réalités historiques nationales pour lesquelles les formules permettant leur réconciliation avec la formation d'une unité politique européenne n'ont pas encore été trouvées. De surcroît la vision concernant l'articulation de cet espace économique et politique européen au nouveau système mondial, également à construire, demeure jusqu'ici ambiguë, voire brumeuse. S'agit-il d'un espace économique conçu pour être le concurrent de l'autre grand espace, celui créé dans la seconde Europe par les Etats Unis ? Et comment cette concurrence réagira-t-elle sur les relations de l'Europe et des Etats Unis avec le reste du monde ? Les concurrents s'affronteront-ils comme les puissances impérialistes de l'époque antérieure ? Ou bien agiront-ils de concert ? Dans ce cas les Européens choisiront-ils de revivre l'impérialisme du système de 1492 rénové par procuration, inscrivant leur options politiques dans le sillage de celles de Washington ? A quelles conditions la construction européenne en question pourrait s'inscrire dans celle d'une mondialisation qui mette un terme définitif au système de 1492 ?

3. Nous sommes aujourd'hui confronté à l'amorce du déploiement d'une troisième vague de dévastation du monde par l'expansion impérialiste, encouragée par l'effondrement du système soviétique et des régimes du nationalisme populiste du tiers monde. Les objectifs du capital dominant sont toujours les mêmes - le contrôle de l'expansion des marchés, le pillage des ressources naturelles de la planète, la surexploitation des réserves de main d'œuvre de la périphérie - bien qu'ils opèrent dans des conditions nouvelles et par certains aspects fort différentes de celles qui

caractérisaient la phase précédente de l'impérialisme. Le discours idéologique destiné à rallier les opinions des peuples de la triade centrale a été rénové et se fonde désormais sur un "devoir d'intervention" que légitimerait la défense de la "démocratie", des "droits des peuples", "l'humanitaire". Mais si l'instrumentalisation cynique de ce discours paraît évidente aux Asiatiques et aux Africains, tant les exemples de "deux poids - deux mesures" sont flagrants, l'opinion occidentale s'y est rallié avec autant d'enthousiasme qu'elle s'y était aux discours des phases antérieures de l'impérialisme.

D'autre part les Etats Unis déploient, dans cette perspective, une stratégie systématique qui vise à assurer leur hégémonie absolue en solidarissant derrière eux l'ensemble des partenaires de la triade par la mise en avant de leur puissance militaire. La guerre du Kosovo a rempli de ce point de vue des fonctions décisives, comme en témoigne la capitulation intégrale des Etats européens ralliés aux vues américaines concernant le "nouveau concept stratégique" adopté par l'OTAN immédiatement après la "victoire" en Yougoslavie les 23-25 Avril 1999. Dans ce "concept nouveau" (qualifié plus brutalement outre Atlantique de "doctrine Clinton") les missions de l'OTAN sont étendues pratiquement à toute l'Asie et l'Afrique (les Etats Unis se réservant seuls le droit d'intervention en Amérique depuis la doctrine Monroe), avouant par là même que l'OTAN n'est pas une alliance défensive mais l'instrument offensif des Etats Unis. Simultanément ces missions sont redéfinies dans des termes vagues à souhait qui intègrent de nouvelles "menaces" (la criminalité internationale, le "terrorisme", l'armement "dangereux" de pays hors OTAN etc.) ce qui doit permettre évidemment de justifier à peu près n'importe quelle agression utile aux Etats Unis. Clinton ne s'est d'ailleurs pas privé de parler à ce sujet des "Etats crapules" qu'il faudrait frapper "préventivement", sans préciser davantage ce qu'il entend par la crapulerie en question. L'OTAN est de surcroît libérée de l'obligation de n'agir que sur mandat de l'ONU, traité avec un mépris égal à celui par lequel les puissances fascistes ont traité la SDN (l'analogie des termes utilisés est frappante).

L'idéologie américaine a le soin d'emballer la marchandise de son projet impérialiste dans le langage ineffable de la "mission historique des Etats Unis". Tradition transmise depuis l'origine par les "pères fondateurs" sûrs de leur inspiration divine. Les libéraux américains - au sens politique de ce terme, qui se voient comme la "gauche" de leur société - partagent cette idéologie. Aussi présentent-ils l'hégémonie américaine comme nécessairement "bénigne", source de progrès de conscience et de pratique démocratique dont bénéficieront forcément ceux qui ne sont pas les victimes de ce projet mais, à leurs yeux, les bénéficiaires. Hégémonie américaine, paix universelle, démocratie et progrès matériel sont associés comme des termes indissociables. La réalité évidemment est située ailleurs.

L'incroyable ralliement au projet des opinions publiques européennes (celle des Etats Unis est suffisamment naïve pour ne poser aucun problème), et en particulier de celles de leurs gauches majoritaires, constitue une catastrophe dont les conséquences ne pourront être que tragiques. Le matraquage des médias - focalisé sur les régions d'intervention décidées par Washington - explique sans doute en partie ce ralliement. Mais, au delà, les Occidentaux sont persuadés que parce que les Etats Unis et les pays de l'Union Européenne sont "démocratiques", leurs gouvernements sont incapables de "vouloir le mal", réservé aux "dictateurs" sanglants de l'Orient. Cette conviction les aveuglent au point de leur faire oublier le poids décisif des intérêts du capital dominant.

Ainsi une fois de plus les opinions dans les pays impérialistes se donnent-elles bonne conscience.

Le legs du XXe siècle : le Sud face à la nouvelle mondialisation

1. Pendant la "période de Bandung" (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée (réelle ou potentielle), à l'échelle nationale presque exclusivement, précisément en vue de réduire la polarisation mondiale (de "rattraper"). Le résultat du succès inégal de ces politiques a été de produire un tiers monde contemporain fortement différencié. On doit distinguer aujourd'hui :

(i) Les pays capitalistes de l'Asie orientale (Corée du Sud , Taiwan, Hong Kong et Singapour) mais également derrière eux d'autres pays du Sud est asiatique (en premier lieu la Malaisie et la Thaïlande), comme la Chine, qui ont enregistré des taux de croissance qui se sont accélérées alors qu'ils s'affaissaient dans presque tout le reste du monde. Au delà de la crise qui les frappe depuis 1997 ces pays comptent désormais parmi les compétiteurs actifs sur les marchés mondiaux de produits industriels. Ce dynamisme économique s'est généralement accompagné d'une moins grande aggravation des distorsions sociales (point à nuancer et à discuter au cas par cas), d'une moins grande vulnérabilité (du fait de l'intensification des rapports intra-régionaux propres à l'Asie de l'Est, qui est du même ordre que celle qui caractérise l'Union Européenne) et d'une intervention efficace de l'Etat qui conserve un rôle déterminant dans la mise en œuvre de stratégies nationales de développement, fussent-elles ouvertes sur l'extérieur.

(ii) Les pays d'Amérique latine et l'Inde disposent de capacités industrielles tout aussi importantes. Mais l'intégration régionale y est moins marquée (20 % pour l'Amérique latine). Les interventions de l'Etat sont moins cohérentes. L'aggravation des inégalités, déjà gigantesques dans ces régions, est d'autant plus dramatique que les taux de croissance demeurent modestes.

(iii) Les pays d'Afrique et des mondes arabe et islamique sont dans l'ensemble demeurés enfermés dans une division internationale du travail dépassée. Ils restent des exportateurs de produits primaires, soit qu'ils ne soient pas entrés dans l'ère industrielle, soit que leurs industries soient fragiles, vulnérables, non compétitives. Ici les distorsions sociales prennent la forme principale de gonflement des masses paupérisées et exclues. Pas le moindre signe de progrès de l'intégration régionale (intra-africaine ou intra-arabe). Croissance quasi nulle. Bien que le groupe compte des pays "riches" (les exportateurs de pétrole peu peuplés) et des pays pauvres ou très pauvres, il ne compte aucun pays qui se comporte en agent actif participant au façonnement du système mondial. Dans ce sens ils sont bel et bien marginalisés. Pour ces pays on pourrait proposer une analyse dans les termes de trois modèles de développement (agro-exportateur, minier, rentier pétrolier) et la renforcer par celle de la nature des différentes hégémonies sociales issues de la libération nationale. On verrait alors bien que "le développement" en question ici n'était guère qu'une tentative de s'inscrire dans l'expansion mondiale du capitalisme de l'époque et que, dans ces conditions, la qualification reste pour le moins qu'on puisse dire douteuse.

Le critère de la différence qui sépare les périphéries actives de celles qui sont marginalisées n'est pas seulement celui de la compétitivité de leurs productions industrielles ; il est aussi un critère politique. Les pouvoirs politiques dans les périphéries actives et derrière eux la société dans son ensemble (sans que cela n'exclut les contradictions sociales à l'intérieur de celle-ci) - ont un projet et une stratégie pour la mettre en œuvre. C'est le cas d'évidence pour la Chine, la Corée et à un degré moindre pour certains pays d'Asie du Sud-est, l'Inde, quelques pays d'Amérique latine. Ces projets nationaux se confrontent avec ceux de l'impérialisme dominant mondialement et le résultat de cette confrontation façonnera le monde de demain. Par contre les périphéries marginalisées n'ont ni projet (même lorsqu'une rhétorique comme celle de l'Islam politique le prétend) ni stratégie propres. Ce sont alors les cercles impérialistes qui "pensent pour elles" et ont l'initiative exclusive des "projets" concernant ces régions (comme l'association CEE-ACP, le projet "Moyen Orient" des Etats Unis et d'Israël, les vagues projets méditerranéens de l'Europe), auxquels ne s'oppose en fait aucun projet d'origine locale. Ces pays sont donc des sujets passifs de la mondialisation. La différenciation croissante entre ces groupes de pays a fait éclater le concept de "Tiers Monde" et mis un terme aux stratégies de front commun de l'ère de Bandung (1955-1975).

Néanmoins, les appréciations concernant la nature et les perspectives de l'expansion capitaliste dans les pays de l'ex tiers monde sont loin de faire l'unanimité. Pour certains les pays émergents les plus dynamiques sont sur la voie du "rattrapage" et ne sont plus des "périphéries" même si dans la hiérarchie mondiale ils se situent encore à des niveaux intermédiaires. Pour d'autres (dont moi même) ces pays constituent la périphérie véritable de demain. Le contraste centres/périphéries qui avait été de 1800 à 1950 synonyme de l'opposition économies industrialisées/économies non industrialisées, est aujourd'hui fondé sur des critères nouveaux et différents qu'on peut préciser à partir de l'analyse du contrôle des cinq monopoles exercés par la triade sur lesquels on reviendra.

En tout état de cause, même là où les progrès de l'industrialisation ont été les plus marqués, les périphéries contiennent toujours de gigantesques "réserves", entendant par là que des proportions variables mais toujours très importantes de leur force de travail sont employées (quand elles le sont) dans des activités à faible productivité. La raison en est que les politiques de modernisation - c'est à dire les tentatives de "rattrapage" - imposent des choix technologiques eux mêmes modernes (pour être efficaces, voire compétitifs), lesquels sont extrêmement coûteux en termes d'utilisation des ressources rares (capitales et main d'œuvre qualifiée). Cette distorsion systématique est encore aggravée chaque fois que la modernisation en question est assortie d'une inégalité grandissante dans la répartition du revenu. Dans ces conditions le contraste entre les centres et les périphéries demeure violent. Dans les premiers cette réserve passive, qui existe, demeure minoritaire (variable selon les moments conjoncturels, mais sans doute presque toujours inférieure à 20 %) ; dans les seconds elle est toujours majoritaire. Les seules exceptions étant ici la Corée et Taiwan qui, pour des raisons diverses, sans oublier le facteur géostratégique qui leur a été favorable à l'extrême (il fallait les aider à faire face au danger de la "contamination" du communisme chinois), ont bénéficié d'une croissance sans pareille ailleurs.

Quid des régions marginalisées ? S'agit-il d'un phénomène sans antécédent historique ? Ou au contraire de l'expression d'une tendance permanente de l'expansion capitaliste,

un moment contrariée, dans l'après seconde guerre, par un rapport de force moins défavorable aux périphéries dans leur ensemble? Cela aurait été cette situation exceptionnelle qui avait fondé la "solidarité" du tiers monde (dans ses luttes anti-coloniales, ses revendications concernant les produits primaires, sa volonté politique d'imposer sa modernisation - industrialisation que les puissances occidentales tentaient de contrarier), en dépit de la variété des pays qui le composaient. C'est précisément parce que les succès remportés sur ces fronts ont été inégaux que la cohérence du tiers monde et sa solidarité ont été érodées.

Certains pays, voire un continent tout entier (l'Afrique) sont dits "marginalisés". L'expression suggère qu'ils sont "hors" du système mondial ou tout au moins qu'ils n'y sont intégrés que superficiellement et que leur "développement" passe donc par une plus grande intégration dans la mondialisation. En fait toutes les régions, y compris celles que l'on dit "marginalisées", sont tout également intégrées dans le système, mais elles le sont selon des modalités fort différentes. L'expression de "marginalisation" est un faux concept qui cache un vrai problème. La question n'est pas : quel est le degré d'intégration des différentes régions ? Mais, comment sont-elles intégrées dans le système ?

L'Afrique a été intégrée dans la mondialisation dès les origines, à l'époque mercantiliste (de 1500 à 1800) puis par la colonisation (1880-1960). Les effets de ce mode d'intégration dans la mondialisation ont été catastrophiques pour l'Afrique. Il a retardé au moins d'un siècle l'amorce d'une révolution agricole. Car un surplus pouvait être extrait du surtravail des paysans et de l'exploitation de la nature sans investissements de modernisation (ni machines, ni engrais), sans même payer réellement le travail (qui assurait sa reproduction dans le cadre de l'autosuffisance traditionnelle), sans garantir les conditions de reproduction de la richesse naturelle (par le pillage des sols et des forêts). Simultanément ce mode d'exploitation s'insérait dans la division internationale inégale du travail de l'époque, excluant toute formation d'une bourgeoisie locale. Chaque fois que celle-ci semblait vouloir se constituer, les autorités coloniales s'empressaient d'en détruire l'amorce.

Le résultat c'est qu'aujourd'hui la majorité des pays dits moins avancés (les PMA) sont africains. Ce "quart monde" est largement constitué de sociétés détruites par l'intensité de leur intégration à un stade précoce de l'expansion capitaliste. Le Bengla Desh, Etat successeur du Bengale qui fut le joyau de la colonisation britannique en Inde, en est un bel exemple. Peu de pays "pauvres" sont aujourd'hui "hors" du système. C'était peut être encore le cas hier du Yémen du Nord ou de l'Afghanistan. Leur intégration, en cours, ne produit rien d'autre qu'une "modernisation de la pauvreté", les habitants des bidonvilles prenant le relais des paysans sans terre. La faiblesse des mouvements de libération puis la fragilité des Etats qui en sont issus trouvent leur origine dans ce façonnement colonial. Ces faiblesses ne sont pas les produits d'un héritage précolonial, comme l'idéologie dominante le prétend, cachant à peine ici le préjugé raciste qui la caractérise. Les critiques adressées à l'Afrique contemporaine - la corruption de ses classes moyennes, l'incohérence de ses politiques - oublient que ces caractéristiques ont été forgées par la colonisation entre 1880 et 1960.

2. Dans l'hypothèse où les tendances dominantes en cours demeurent la force active principale commandant l'évolution du système à la fois dans son ensemble et dans ses différentes parties composantes, comment pourrait alors évoluer les rapports entre ce

que je définirai comme l'armée active du travail (l'ensemble des travailleurs engagés dans des activités compétitives sur le marché mondial, au moins potentiellement) et la réserve passive (les autres, c'est à dire non seulement les marginalisés et les chômeurs mais également ceux employés dans des activités à faible productivité, condamnés à la paupérisation) ?

Selon certains les pays de la triade poursuivraient l'évolution amorcée par leur option néo-libérale et de ce fait une forte armée de réserve du travail serait reconstituée sur leur territoire même. J'ajoute que si, pour maintenir leur position dominante à l'échelle mondiale, ces pays se réorganisaient principalement autour de leurs cinq monopoles, abandonnant par là même des segments entiers des productions industrielles "traditionnelles" banalisées, reléguées aux périphéries dynamiques mais soumises par l'exercice de ces monopoles, la reconstitution de cette armée de réserve en serait d'autant plus importante. Dans les périphéries en question nous aurions également affaire à une structure duale caractérisée par la coexistence d'une armée active (ici employée dans les productions "industrielles banalisées") et d'une armée de réserve. D'une certaine manière donc l'évolution rapprocherait les deux ensembles centre-périphéries, quand bien même la hiérarchie serait maintenue par les cinq monopoles.

On a beaucoup écrit sur ce sujet et sur ce qu'il implique de révisions profondes concernant tant le concept même de travail que celui d'homogénéité relative produite par un système productif national et même de contraste centres/périphéries. La "fin du travail" annoncée dans cet esprit, et la "nouvelle société (dite) de réseaux" comme le projet sociétaire d'une recomposition de la vie sociale par et autour de l'interaction de "projets" (ce que certains appellent la "société de projets" par opposition à la société industrielle fordiste) constituent quelques uns des problèmes mis à l'ordre du jour par la futurologie et sur lesquels nous reviendrons. Dans toutes les formes de leur expression ces thèses n'envisagent plus la possibilité que les sociétés demeurent homogénéisées, fut-ce relativement, par la généralisation d'une forme dominante de rapports sociaux. Economies et sociétés à plusieurs vitesses s'imposeraient partout, tant dans les centres que dans les périphéries. On retrouverait ici et là un "premier monde" de riches et d'aisés, bénéficiant du confort de la nouvelle société de projets, un "second" monde de travailleurs durement exploités et un "tiers" (ou "quart") monde d'exclus.

Les plus optimistes sur le plan de leurs espoirs politiques diront peut être que la juxtaposition d'une armée active et d'une armée de réserve sur les territoires des centres et des périphéries crée les conditions du renouveau de luttes de classes conséquentes, capables de radicalisation et d'internationalisme.

Les réserves que j'exprime, concernant cette réflexion, tiennent à deux observations que je résume ici :

(i) Dans les centres il sera probablement impossible de reconstituer durablement une armée de réserve importante et de recentrer les activités sur celles reliées aux cinq monopoles. Le système politique de la triade ne le permet guère. D'une manière ou d'une autre des explosions violentes feront alors bifurquer le mouvement hors des sentiers tracés par l'option néo-libérale (de ce fait non tenable), soit à gauche dans la direction de nouveaux compromis sociaux progressistes, soit à droite dans celle de national populisme fascisants.

(ii) Dans les périphéries, même les plus dynamiques, il sera impossible que l'expansion des activités productives modernisées puisse absorber les gigantesques réserves logées dans les activités à faible productivité, pour les raisons invoquées plus haut. Les périphéries dynamiques resteront donc des périphéries, c'est à dire des sociétés traversées par toutes les contradictions majeures produites par la juxtaposition d'enclaves modernisées (fussent-elles importantes) entourées d'un océan peu modernisé, ces contradictions favorisant leur maintien en position subalterne, soumise aux cinq monopoles des centres. La thèse (entre autres développée par les révolutionnaires chinois) que seul le socialisme peut répondre aux problèmes de ces sociétés reste vraie, si l'on entend par socialisme non une formule achevée et prétendue définitive, mais un mouvement articulant la solidarité de tous, mis en œuvre par des stratégies populaires assurant le transfert graduel et organisé de l'océan des réserves vers les enclaves modernes par des moyens civilisés ; cela exige la déconnexion, c'est à dire la soumission des rapports extérieurs à la logique de cette étape nationale et populaire de la longue transition.

J'ajoute que la notion de "compétitivité" est galvaudée dans le discours dominant qui la traite comme un concept micro-économique (c'est la vision, myope, du chef d'entreprise), alors que ce sont les systèmes productifs (historiquement nationaux) dont l'efficacité d'ensemble donne aux entreprises qui les constituent la capacité compétitive dont il est question.

A partir des observations et réflexions proposées ici, on voit que le monde, au delà de la triade centrale, est constitué de trois strates de périphéries.

* Première strate : les pays ex socialistes, la Chine, la Corée, Taiwan, l'Inde, le Brésil, le Mexique qui sont parvenus à construire des systèmes productifs nationaux (donc potentiellement "compétitifs" sinon réellement).

* Deuxième strate : les pays entrés dans l'industrialisation mais non parvenus à créer des systèmes productifs nationaux : pays arabes, Afrique du Sud, Iran, Turquie, pays d'Amérique latine. Il y a là parfois des établissements industriels "compétitifs" (notamment par leur main d'œuvre à bon marché), mais pas de systèmes compétitifs.

* Troisième strate : les pays non entrés dans la révolution industrielle (en gros les ACP). Ils ne sont éventuellement "compétitifs" que dans les domaines commandés par des avantages naturels : mines, pétrole, produits agricoles tropicaux.

Dans tous les pays des deux premières strates, les réserves "passives" n'ont pu être absorbées et varient de 40 % (Russie) à 80 % (Inde, Chine). En Afrique, quart mondialisée, cette proportion est évidemment proche ou supérieure à 90 %. Parler, dans ces conditions, d'un objectif stratégique de "compétitivité" c'est se gargariser de mots qui ne veulent rien dire.

Les nouveaux monopoles des centres

1. La position d'un pays dans la pyramide mondiale est définie par le niveau de la compétitivité de ses productions sur le marché mondial. La reconnaissance de ce truisme n'implique en aucune manière qu'on partage le point de vue banalisé de la vulgate économiste, à savoir que cette position est conquise par la mise en œuvre de politiques économiques « rationnelles », dont la rationalité est précisément mesurée à l'aune de sa soumission aux prétendues « lois objectives du marché ». Tout à fait à

l'opposé de ces billevesées admises comme allant de soi, je prétends que la « compétitivité » en question est le produit complexe d'un ensemble de conditions opérant dans le champ d'ensemble de la réalité – économique, politique et sociale – et que, dans ce combat inégal, les centres mettent en œuvre ce que j'appelle leurs « cinq monopoles » articulant l'efficacité de leurs actions. Ces cinq monopoles interpellent donc la théorie sociale dans sa totalité, et sont, à mon avis :

(i) Les monopoles dont bénéficient les centres contemporains dans le domaine de la technologie ; des monopoles qui exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat – le grand et riche Etat – peut envisager de soutenir. Sans ce soutien – que le discours libéral passe toujours sous silence – et singulièrement le soutien aux dépenses militaires, la plupart de ces monopoles ne pourraient être maintenus.

(ii) Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers d'envergure mondiale. La libéralisation de l'implantation des institutions financières majeures opérant sur le marché financier mondial a donné à ces monopoles une efficacité sans précédent. Il n'y a pas encore longtemps la majeure fraction de l'épargne dans une nation ne pouvait circuler que dans l'espace – généralement national – commandé par ses institutions financières. Aujourd'hui il n'en est plus de même : cette épargne est centralisée par l'intervention d'institutions financières dont le champ d'opération est désormais le monde entier. Elles constituent le capital financier, le segment le plus mondialisé du capital. Il reste que ce privilège est assis sur une logique politique qui fait accepter la mondialisation financière. Cette logique pourrait être remise en cause par une simple décision politique de déconnexion, fut-elle limitée au domaine des transferts financiers. Par ailleurs les mouvements libres du capital financier mondialisé opèrent dans des cadres définis par un système monétaire mondial fondé sur le dogme de la libre appréciation de la valeur des devises par le marché (conformément à une théorie selon laquelle la monnaie serait une marchandise comme les autres) et sur la référence au dollar comme monnaie universelle de facto. La première de ces conditions est sans fondement scientifique et la seconde ne fonctionne que faute d'alternative. Une monnaie nationale ne peut remplir les fonctions d'une monnaie internationale d'une manière satisfaisante que si les conditions de la compétitivité internationale produisent un excédent structurel d'exportation du pays dont la devise remplit cette fonction, assurant le financement par ce pays de l'ajustement structurel des autres. C'était le cas au XIXe siècle de la Grande Bretagne. Ce n'est pas le cas des Etats Unis aujourd'hui qui, au contraire, financent leur déficit par leurs emprunts qu'ils imposent aux autres. Ce n'est pas non plus le cas des concurrents des Etats Unis, les excédents du Japon et de l'Europe étant sans commune mesure avec les besoins financiers que l'ajustement structurel des autres exige. Dans ces conditions la mondialisation financière, loin de s'imposer « naturellement » est au contraire d'une fragilité extrême. A court terme elle n'engendre qu'une instabilité permanente et non pas la stabilité nécessaire pour que les processus d'ajustement puissent opérer efficacement.

(iii) Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète. Les dangers que l'exploitation insensée de ces ressources font désormais courir à la planète, et que le capitalisme – qui est fondé sur une rationalité sociale à court terme sans plus – ne peut surmonter, renforcent la portée du monopole des pays déjà développés, qui s'emploient à simplement éviter que leur gaspillage ne s'étende aux autres.

(iv) Les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique. L'expansion du marché des médias modernes est déjà l'une des composantes majeures de l'érosion du concept et de la pratique de la démocratie en Occident même.

(v) Enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive. Limité par la bipolarité de l'après guerre, ce monopole est à nouveau l'arme absolue dont la diplomatie américaine se réserve seule l'usage, comme en 1945. Si la « prolifération » comporte des dangers évidents de dérapage, à défaut d'un contrôle mondial démocratique d'un désarmement vraiment global il n'y a pas d'autre moyen par lequel ce monopole inacceptable peut être combattu.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Je soutiens ici que ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ses productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphéries et les réduisent au statut d'activités de sous traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses forme d'avenir.

2. La réorganisation du système des institutions internationales, en cours, a pour objectif de renforcer les monopoles de la triade identifiés ci-dessus.

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a été conçue très exactement pour renforcer les "avantages comparatifs" du capital transnational et leur donner une légitimité. Les "droits de propriété industrielle et intellectuelle" ont été formulés de manière à pérenniser les monopoles des transnationales, garantir leurs superprofits et créer des obstacles supplémentaires à toute tentative d'industrialisation autonome des périphéries. Le scandale des firmes pharmaceutiques qui entendent bénéficier d'un accès libre et exclusif au marché mondial, interdisant la production concurrente de médicaments à bon marché dans les pays du Sud fournit un bel exemple de cet apartheid à l'échelle mondiale : seuls les peuples des pays riches auront droit à des soins efficaces tandis que le droit à la vie pour les peuples du Sud est simplement nié. De la même manière le projet de l'OMC de "libéraliser" l'agriculture réduit à néant les politiques de sécurité alimentaire des pays du Sud et condamne à la misère des centaines de millions de leurs paysans.

La logique qui commande ces options est celle de la surprotection systématique des monopoles du Nord. Telles est la réalité. Le discours par contre, centré sur les "avantages" du commerce libre et de l'accès au marché, n'est donc que discours de propagande au sens vulgaire du terme, c'est à dire mensonge.

Telle est la logique que nous retrouvons dans le projet de l'OMC de faire avancer une "loi internationale des affaires" (international business law) et de lui donner la

prééminence sur toutes les autres dimensions de la loi, nationale et internationale. Le projet scandaleux de l'AMI (Accord Multilatéral pour les Investissements), concocté en secret par l'OCDE, participe de cette logique.

En contrepoint de ce projet d'organisation systématique d'un apartheid juridique à l'échelle mondiale peut-on espérer développer un nouveau droit supérieur qui garantisse à tous sur cette planète un traitement digne, condition de leur participation active et inventive à la construction de l'avenir ? Un droit plein, multidimensionnel, qui traite des droits de la personne humaine (hommes et femmes bien entendu, en tant qu'êtres pleinement égaux), des droits politiques, des droits sociaux (travail et sécurité), des droits des communautés et des peuples, enfin du droit régissant les relations inter Etats. Voilà certainement un agenda qui occupera des décennies de réflexion, débats, actions et décisions.

Le principe du respect de la souveraineté des nations doit rester la pierre angulaire du droit international. Et si la Charte des Nations Unies a choisi de le proclamer, c'était précisément parce que ce principe avait été nié par les puissances fascistes. Dans son discours poignant prononcé en 1935 devant la SDN l'Empereur Haïlé Selassié avait clairement fait comprendre que la violation de ce principe - lâchement acceptée par les démocraties de l'époque - sonnait le glas de cette organisation. Qu'aujourd'hui ce principe fondamental soit à nouveau violé avec autant de brutalité par les démocraties elles mêmes ne constitue pas une circonstance atténuante, mais au contraire aggravante. Au demeurant elle a déjà amorcé la fin aussi peu glorieuse de l'ONU, traitée en chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs et mises en œuvre par d'autres. L'adoption solennelle du principe de la souveraineté nationale en 1945 s'accompagnait logiquement de l'interdiction du recours à la guerre. Les Etats sont autorisés à se défendre contre celui qui viole leur souveraineté par l'agression, mais ils sont condamnés à l'avance s'ils sont les agresseurs.

Sans doute la Charte des Nations Unies avait-elle donné une interprétation absolue du principe de la souveraineté. Qu'aujourd'hui l'opinion démocratique n'accepte plus que ce principe autorise les gouvernements à faire n'importe quoi avec les êtres humains qui sont placés sous leur juridiction constitue un progrès certain de la conscience universelle. Comment concilier ces deux principes qui peuvent entrer en conflit ? Certainement pas par la suppression d'un de leurs termes - soit la souveraineté des Etats, soit les droits humains. Car la voie choisie par les Etats Unis et derrière eux leurs alliés européens subalternisés, non seulement n'est certainement pas la bonne, mais encore cache les objectifs véritables de l'opération, qui n'ont rien à voir avec le respect des droits humains, en dépit du matraquage médiatique qui veut le faire croire.

L'ONU doit être le lieu de l'élaboration du droit international. Il n'y en pas d'autres qui puissent être respectables. Que celle-ci implique des réformes de l'organisation, qu'on réfléchisse aux voies et moyens (y compris d'innovation institutionnelle) qui permettent aux forces sociales réelles d'y être représentées aux côtés des gouvernements (qui, au mieux, ne les représentent que très imparfaitement), qu'on s'assigne l'objectif d'intégrer dans un ensemble cohérent les règles du droit international (le respect de la souveraineté), celles qui concernent les droits des individus et des peuples et celles qui concernent les droits économiques et sociaux, oubliés dans la vulgate libérale, lesquels impliquent nécessairement la régulation des marchés, voilà de quoi meubler un agenda lourd de questions auxquelles je ne chercherai pas à donner ici des réponses qui

seraient fatalement trop brèves. Il s'agit d'un processus long sans aucun doute. Mais il n'y a pas de raccourci ; l'histoire de l'humanité n'est pas parvenue à son terme, elle continuera à progresser au rythme de ses possibilités.

Le second instrument majeur pour la construction d'un "apartheid à l'échelle mondiale" est représenté par l'OTAN, soutenu par l'ensemble des gouvernements de la triade.

La géopolitique mondiale constitue le cadre incontournable dans le sein duquel se déploient les stratégies de développement des uns et des autres. Il en a toujours été ainsi, au moins pour ce qui concerne le monde moderne, c'est à dire le système monde capitaliste, depuis 1492. Les rapports de force qui donnent sa configuration à la géopolitique des phases successives de l'expansion capitaliste facilitent le développement (au sens banal du terme) des puissances dominantes et constituent un handicap pour les autres. Le moment actuel est caractérisé par le déploiement d'un projet nord américain d'hégémonisme à l'échelle mondiale. De surcroît ce projet est seul à occuper aujourd'hui toute la scène. Il n'y a plus de contre projet visant à limiter l'espace soumis au contrôle des Etats Unis, comme c'était le cas à l'époque du bipolarisme (1945-1990) ; au delà de ses ambiguïtés d'origine le projet européen est lui même entré dans une phase d'effacement ; les pays du Sud (le groupe des 77, les Non Alignés) qui avaient eu l'ambition au cours de la période de Bandung (1955-1975) d'opposer un front commun à l'impérialisme occidental (ce que j'appelle le système de 1492) y ont renoncé ; la Chine elle même, qui fait cavalier seul, n'a gère que l'ambition de protéger son projet national (lui même ambigu d'ailleurs) et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde.

L'hégémonisme des Etats Unis repose sur un pilier majeur, celui de leur puissance militaire. Construit systématiquement depuis 1945, couvrant l'ensemble de la Planète découpée en régions relevant du système intégré des "US military commands", cet hégémonisme avait été contraint d'accepter la coexistence pacifique que la puissance militaire soviétique lui imposait. La page dite de la guerre froide tournée, en dépit de l'effondrement de l'URSS dont la prétendue "menace" avait servi de prétexte à la mise en place du système militaire des Etats Unis, Washington n'a pas opté pour un démantèlement de celui-ci mais au contraire pour son renforcement et son extension aux régions qui avaient échappé à son contrôle jusqu'ici.

L'instrument privilégié de l'offensive hégémoniste est donc militaire. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande Bretagne, l'Allemagne et le Japon en reconnaissant la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvent leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Il n'est pas difficile de connaître les objectifs et les moyens du projet des Etats Unis. Ils sont l'objet d'un grand étalage dont la vertu principale est la franchise, quand bien même la légitimation des objectifs serait-elle toujours noyée dans un discours moralisateur propre à la tradition américaine. La stratégie globale américaine vise cinq objectifs : (i) neutraliser et asservir les autres partenaires de la triade (l'Europe et le Japon) et minimiser la capacité de ces Etats d'agir à l'extérieur du giron américain ; (ii)

établir le contrôle militaire de l'OTAN et "latino-américaniser" les anciens morceaux du monde soviétique ; (iii) contrôler sans partage le Moyen Orient et ses ressources pétrolières ; (iv) démanteler la Chine, s'assurer la subordination des autres grands Etats (Inde, Brésil) et empêcher la constitution de blocs régionaux qui pourraient négocier les termes de la globalisation ; (v) marginaliser les régions du Sud qui ne représentent pas d'intérêt stratégique.

L'OMC et l'OTAN sont appelés à être substitués à l'ONU pour constituer les instruments majeurs du nouvel "ordre" mondial, celui de l'apartheid à l'échelle mondiale. La fonction des autres institutions internationales est simplement de conforter les stratégies définies à l'OMC et par l'OTAN. Tel est le cas de la Banque Mondiale, pompeusement qualifiée de "think tank" chargé de formuler les stratégies de développement, en fait guère plus qu'une sorte de Ministère de la Propagande du G7 responsable de la rédaction des discours tandis que les décisions économiques importantes sont prises dans le cadre de l'OMC et que la direction politique et militaire des affaires est confiée à l'OTAN. Le Fonds Monétaire - FMI - est plus important, quoique moins qu'on ne le prétende souvent. Le système des changes flexibles ayant été adopté comme règle générale, et la gestion des relations entre les devises majeures (le dollar, l'euro-mark, le yen) échappant au FMI, cette institution n'est guère qu'une sorte d'Autorité Monétaire Coloniale, dont la gestion est assurée par l'impérialisme collectif de la Triade.

3. Dans le cadre du capitalisme mondialisé les compétitivités comparées des systèmes productifs au sein de la triade, de l'Union Européenne, des mondes périphériques et les tendances majeures de leur évolution, constituent certes une donnée lourde dans la perspective du moyen long terme. Considérés conjointement l'ensemble de ces facteurs entraînent presque partout un fonctionnement des économies à plusieurs vitesses : certains secteurs, régions, entreprises (notamment parmi les transnationales géantes) enregistrent des taux de croissance forts et réalisent des profits élevés ; d'autres sont stagnants, en régression ou en décomposition. Les marchés du travail sont segmentés pour être ajustés à cette situation.

Encore une fois s'agit-il là d'un phénomène réellement nouveau ? Ou bien au contraire le fonctionnement à plusieurs vitesses constitue la norme dans l'histoire du capitalisme ? Ce phénomène aurait seulement été exceptionnellement atténué durant la phase de l'après guerre (1945-1980) parce que les rapports sociaux avaient alors imposé des interventions systématiques de l'Etat (du Welfare State, de l'Etat soviétique, de l'Etat national dans le tiers monde de Bandung) qui facilitaient la croissance et la modernisation des forces productives en organisant les transferts régionaux et sectoriels qui la conditionnent.

Il n'est donc pas facile de démêler, dans l'enchevêtrement de la réalité, ce qui relève des tendances lourdes qui s'imposent dans la longue durée de ce qui relève de la conjoncture de gestion de la crise. Dans la phase actuelle, ces deux ensembles de phénomènes sont bien réels l'un et l'autre. Il y a l'aspect "crise et gestion de la crise", il y a l'aspect transformation des systèmes en cours. Le point de principe sur lequel j'insisterai est le suivant : les transformations dans le système capitaliste ne sont pas le produit de forces métasociales auxquelles il faudrait se soumettre comme à des lois de la nature (en acceptant alors qu'il n'y a pas d'alternative), mais celui de rapports

sociaux. Il y a donc toujours différentes options possibles qui correspondent à des équilibres sociaux différents.

Nous sommes donc confrontés à une "nouvelle question du développement" qui impose plus que jamais de sortir de la vision limitée du "rattrapage" qui a dominé au XXe siècle. La nouvelle question du développement comporte certes une dimension sinon de "rattrapage" tout au moins de développement des forces productives. Et dans ce sens certaines des leçons du passé sur lesquelles je reviendrai restent valables pour l'avenir. Mais elle impose également d'emblée de donner une importance bien plus grande que par le passé aux exigences de la construction d'une autre société à l'échelle mondiale.

Les conditions d'une alternative à l'apartheid à l'échelle mondiale

1. Il n'y a pas de "lois de l'expansion capitaliste" qui s'imposent comme une force quasi surnaturelle. Il n'y a pas de déterminisme historique antérieur à l'histoire. Les tendances inhérentes à la logique du capital se heurtent à la résistance de forces qui n'en acceptent pas les effets. L'histoire réelle est alors le produit de ce conflit entre la logique de l'expansion capitaliste et celles qui découlent de la résistance de forces sociales victimes de son expansion.

Par exemple l'industrialisation de la périphérie au cours de l'après guerre 1945-1990 n'est pas le produit naturel de l'expansion capitaliste, mais celui des conditions posées à celle-ci par les victoires de la libération nationale qui a imposé cette industrialisation à laquelle le capital mondialisé s'est ajusté. Par exemple l'érosion de l'efficacité de l'Etat national, produite par la mondialisation capitaliste, n'est pas un déterminant irréversible de l'avenir. Au contraire les réactions nationales à cette mondialisation peuvent imprimer à l'expansion mondiale des trajets imprévus, pour le meilleur ou pour le pire, selon les circonstances. Par exemple les préoccupations issues de l'environnement, qui sont en conflit avec la logique du capital (parce que celle-ci est par nature une logique à court terme) pourraient imprimer à l'ajustement capitaliste des transformations importantes. On pourrait multiplier les exemples.

La réponse efficace aux défis ne peut être trouvée que si l'on comprend que l'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des lois de l'économie "pure". Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces "anti systémiques" - si l'on appelle ainsi ce refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues (en fait tout simplement la loi du profit propre au capitalisme comme système) - façonnent l'histoire véritable autant que la logique "pure" de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les possibilités et les formes de l'expansion qui se déploie alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation.

La méthode préconisée ici interdit de formuler par avance des "recettes" qui permettraient de façonner l'avenir. L'avenir est produit par les transformations dans les rapports de forces sociaux et politiques, elles mêmes produites par des luttes dont les issues ne sont pas connues à l'avance. On peut néanmoins y réfléchir dans la perspective de contribuer à la cristallisation de projets cohérents et possibles et, par là même, aider le mouvement social à dépasser les "fausses solutions" dans lesquelles, à défaut, celui-ci risque de s'enliser.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de l'expansion mondialisée du capitalisme n'est nullement "utopique". Il est au contraire le seul projet réaliste possible, dans ce sens que l'amorce d'une évolution allant dans son sens devrait rallier rapidement des forces sociales puissantes capables d'en imposer la logique. S'il y a une utopie, au sens banal et négatif du terme, c'est bien celle du projet d'une gestion du système réduite à sa régulation par le marché.

Pour identifier les conditions de cette alternative humaniste il est indispensable de partir de la diversité des aspirations qui motivent la mobilisation et les luttes sociales, et regrouper peut-être ces aspirations dans cinq rubriques : (i) l'aspiration à la démocratie politique, au respect du droit et à la liberté intellectuelle ; (ii) l'aspiration à la justice sociale ; (iii) l'aspiration au respect des groupes et communautés divers ; (iv) l'aspiration à une gestion écologique meilleure et (v) l'aspiration à occuper une position plus favorable dans le système mondial.

On reconnaîtra facilement que les protagonistes des mouvements répondant à ces aspirations sont rarement identiques. On conçoit par exemple que le souci de donner au pays une place plus élevée dans la hiérarchie mondiale, définie en termes de richesse, de puissance et d'autonomie de mouvements, quand bien même cet objectif bénéficierait-il de la sympathie de l'ensemble du peuple, constituera une préoccupation majeure dans les classes dirigeantes et les responsables au pouvoir. L'aspiration au respect - au sens plein du terme, c'est à dire à un traitement réellement égal - peut mobiliser les femmes en tant que telles, ou un groupe culturel, linguistique ou religieux qui est l'objet de discriminations. Les mouvements que ces aspirations inspirent peuvent être transclassistes. Par contre l'aspiration à plus de justice sociale, définie comme on le voudra (comme le veulent les mouvements que cette aspiration mobilise) - pour un mieux être matériel, une législation plus pertinente et plus efficace, ou un système de rapports sociaux et de production radicalement différent - s'inscrira presque forcément dans la lutte des classes. Il peut s'agir ici d'une revendication de la paysannerie ou d'une de ses couches pour une réforme agraire, une redistribution de la propriété, une législation favorable aux tenanciers, des prix plus favorables etc. Il peut s'agir de droits syndicaux, de législation du travail, ou même d'exigence d'une politique d'Etat capable de rendre plus efficace son intervention en faveur des travailleurs allant jusqu'à la nationalisation, la cogestion ouvrière. Mais il peut s'agir également de revendications de groupes professionnels ou d'entrepreneurs réclamant l'allègement de la fiscalité. Il peut s'agir de revendications s'adressant à l'ensemble des citoyens, comme en témoignent les mouvements en faveur du droit à l'éducation, à la santé ou au logement et, mutatis mutandis à une gestion environnementale convenable. L'aspiration démocratique peut être limitée et précise, notamment lorsqu'elle inspire un mouvement en lutte contre un pouvoir non démocratique. Mais elle peut être englobante et être alors conçue comme le levier permettant de promouvoir l'ensemble des revendications sociales.

Une carte de la répartition actuelle de ces mouvements montrerait sans aucun doute de gigantesques inégalités dans leur présence sur le terrain. Mais cette carte, nous le savons, est mouvante car là où il y a problème il y a presque toujours mouvement potentiel pour lui trouver une solution. Mais il faudrait faire preuve d'un optimisme naïf pour imaginer que la résultante de la carte des forces opérant sur ces terrains les plus divers donnera une cohérence à un mouvement d'ensemble faisant avancer les sociétés

vers plus de justice et de démocratie. Le chaos appartient à la nature autant que l'ordre. Il faudrait faire preuve de la même naïveté pour faire l'impasse sur les réactions des pouvoirs en place à l'encontre de ces mouvements. La géographie de la répartition de ces pouvoirs, les stratégies qu'ils développent pour répondre aux défis auxquels ils sont confrontés, tant au plan local qu'au plan international, répondent à d'autres logiques que celles qui fondent les aspirations en question.

C'est dire que la possibilité de dérives des mouvements sociaux, de leur instrumentalisation et de leur manipulation sont également des réalités capables de les conduire à l'impuissance, ou les contraindre à s'inscrire dans une perspective qui n'était pas la leur.

Il y a une stratégie politique globale de la gestion mondiale. L'objectif de cette stratégie vise l'émiettement maximal des forces antisystémiques potentielles par le soutien à l'éclatement des formes étatiques d'organisation de la société. Autant de Slovéniés, de Tchétchéniés, de Kosovos et de Koweïts que possible ! L'utilisation des revendications identitaires, voire leur manipulation, sont ici bienvenues. La question de l'identité communautaire, ethnique, religieuse ou autre - est de ce fait l'une des questions centrales de notre époque.

Le principe démocratique de base, qui implique le respect réel de la diversité nationale, ethnique, religieuse, culturelle, idéologique - ne saurait subir d'entorses. La diversité ne peut pas être gérée autrement que par la pratique sincère de la démocratie. A défaut elle devient fatalement un instrument que l'adversaire peut utiliser à ses fins propres. Or sur ce plan les gauches historiques ont souvent été défailtantes. Pas toujours certes et beaucoup moins d'ailleurs qu'on ne le dit fréquemment aujourd'hui. Un exemple parmi d'autres : la Yougoslavie titiste a été presque un modèle de coexistence des nationalités sur pied d'égalité réel ; mais certainement pas la Roumanie ! Dans le tiers monde de Bandung les mouvements de libération nationale sont souvent parvenus à unir contre l'ennemi impérialiste des ethnies et des communautés religieuses diverses. Les classes dirigeantes dans les Etats africains de la première génération ont souvent été réellement transethniques. Mais rares ont été les pouvoirs qui ont su gérer démocratiquement cette diversité et maintenir les acquis, quand il y en avait. Leur faible propension à la démocratie a donné ici des résultats aussi déplorables que dans leur gestion des autres problèmes de leurs sociétés. La crise venant, les classes dirigeantes impuissantes à y faire face, aux abois, ont souvent joué un rôle décisif dans le recours aux repliements communautaires utilisés comme moyen de prolonger leur "contrôle" des masses. Cependant, même dans de nombreuses démocraties bourgeoises authentiques, la diversité communautaire est loin d'avoir toujours été gérée correctement. L'Irlande du nord en est l'exemple le plus éclatant.

Le succès du culturalisme est à la mesure des insuffisances de la gestion démocratique de la diversité. J'entends par culturalisme l'affirmation que les différences en question seraient "primordiales", doivent être "prioritaires" (par rapport aux différences de classes par exemple), et parfois même sont tenues pour être "transhistoriques", c'est à dire fondées sur des invariants historiques (c'est le cas souvent des culturalismes religieux, qui glissent alors sans difficulté vers l'obscurantisme et le fanatisme).

Pour y voir clair dans la jungle des revendications identitaires je proposerai un critère qui me paraît essentiel. Sont progressistes les revendications qui s'articulent sur le

combat contre l'exploitation sociale et pour une plus grande démocratie déployée dans toutes ses dimensions. Par contre toutes les revendications qui se présentent "sans programme social" (parce que soit disant cela serait sans importance !), "non hostiles à la mondialisation" (parce que cela serait également sans importance !), a fortiori qui se déclarent étrangères au concept de démocratie (accusé d'être "occidental") sont franchement réactionnaires et servent parfaitement les objectifs du capital dominant. Au demeurant celui-ci le sait, soutient ces revendications, même lorsque les médias profitent de leur contenu barbare pour dénoncer les peuples qui en sont les victimes ! Utilise voire manipule ces mouvements.

L'alternative humaniste à l'apartheid à l'échelle mondiale ne peut se nourrir de nostalgies passéistes, ni être fondée sur l'affirmation des diversités héritées du passé. Elle ne sera efficace que si elle s'inscrit dans une perspective ouverte sur l'avenir. Aller au delà de la mondialisation capitaliste tronquée et polarisante, construire une nouvelle mondialisation post capitaliste fondée sur l'égalité réelle des peuples, des communautés, des Etats, des individus.

Les diversités héritées posent problème, puisqu'elles existent. Mais à se fixer sur elles, on perd de vue d'autres diversités, autrement plus intéressantes, celles que l'invention du futur génère nécessairement dans son mouvement. Le concept de ces diversités procède de celui même de la démocratie émancipatoire et de la modernité toujours inachevée qui l'accompagne. Les utopies créatrices autour desquelles peuvent se cristalliser les luttes des peuples pour l'égalité et la justice trouvent toujours leur légitimation à partir de systèmes de valeurs multiples. Leur complément nécessaire - les systèmes d'analyses de la société - s'inspirent de théories sociales elles mêmes diverses. Les stratégies proposées pour avancer avec efficacité dans la direction convenue ne peuvent elles mêmes être le monopole d'une organisation quelconque. Ces diversités dans l'invention du futur ne sont pas seulement inévitables, elles sont bienvenues.

2. L'option alternative à l'apartheid à l'échelle mondiale, c'est celle d'une mondialisation pluricentrique, assurant une moins grande inégalité dans les relations économiques et politiques entre les différentes régions et pays, des relations moins défavorables pour ceux qui ont souffert le plus des effets destructifs de la polarisation.

S'engager dans cette voie exige évidemment l'organisation de négociations complexes, et sur cette base, la définition de systèmes de régulation permettant la mise en œuvre de projets de développement dignes de ce nom. Cela implique :

(i) La renégociation des "parts de marché" et des règles d'accès à ceux-ci. Ce projet remet en cause bien entendu les règles de l'OMC qui, derrière un discours sur la "concurrence loyale", s'emploie exclusivement à défendre les privilèges des oligopoles actifs à l'échelle mondiale.

(ii) La renégociation des systèmes de marchés de capitaux, dans la perspective de mettre un terme à la domination des opérations de spéculation financière et d'orienter les investissements vers les activités productives au Nord et au Sud. Ce projet remet en question les fonctions, peut être même l'existence, de la Banque mondiale.

(iii) La renégociation des systèmes monétaires dans la perspective de la mise en place d'arrangements et de systèmes régionaux assurant une stabilité relative des changes, complétés par l'organisation de leur interdépendance. Ce projet remet en question le FMI, l'étalon dollar et le principe des changes libres et fluctuants.

(iv) L'amorce d'une fiscalité de portée mondiale, par exemple par la taxation des rentes associées à l'exploitation des ressources naturelles et leur redistribution à l'échelle mondiale selon des critères appropriés et pour des usages affectés.

(v) La démilitarisation de la Planète, en commençant par la réduction des forces de destruction massive des plus puissants.

Dans cette perspective conciliant mondialisation et autonomies locales et régionales (ce que j'appelle une déconnexion cohérente avec les défis nouveaux), place est faite pour une révision sérieuse des concepts "d'aide", comme aux problèmes de démocratisation du système des Nations Unies, qui pourrait alors s'atteler efficacement à des objectifs de désarmement (rendus possibles par les formules de sécurité nationale et régionale associées à la reconstruction régionale), amorcer la mise en place d'une fiscalité mondialisée (en relation avec la gestion des ressources naturelles de la planète), compléter l'organisation inter Etats qu'est l'ONU par l'amorce d'un "Parlement mondial" capable de concilier les exigences de l'universalisme (droits de l'individu, des collectivités et des peuples, droits politiques et sociaux etc.) et la diversité des héritages historiques et culturels.

Bien entendu l'ensemble de ce "projet" n'a de chance de voir sa réalisation avancer progressivement que si d'abord à l'échelle des Etats Nations se cristallisent des forces sociales et des projets capables de véhiculer les réformes nécessaires, impossibles dans le cadre imposé par le libéralisme et la mondialisation polarisante. Qu'il s'agisse de réformes sectorielles (comme celles concernant la réorganisation de l'administration, la fiscalité, l'éducation, les formules de développement participatoire soutenu) ou de visions plus générales de la démocratisation des sociétés et de leur gestion politique et économique, ces étapes préliminaires sont incontournables. Sans elles, la vision d'une réorganisation planétaire capable de faire sortir le monde du chaos et de la crise et de faire "redémarrer le développement" restera fatalement parfaitement utopique.

Dans cette dernière perspective force est de donner de la place à des propositions d'action à terme immédiat, autour desquels peuvent être mobilisées des forces politiques et sociales réelles, aux plans locaux en premier lieu, même si leur visée est d'une ampleur plus large ("mondialiser les luttes"). Je pense ici à la longue série des formes de régulation qu'on pourrait mettre en œuvre rapidement dans tous les domaines : de l'économie (exemples : la taxation des transferts financiers, l'abolition des paradis fiscaux, l'annulation de la dette), de l'écologie (la protection des espèces, l'interdiction des produits et méthodes nocifs, l'amorce d'une fiscalité mondialisée sur la consommation de certaines ressources non renouvelables), le social (législations du travail, codes d'investissement, participations de représentants des peuples dans les instances internationales), le politique (démocratie et droits de la personne), le culturel (refus de la marchandisation des biens culturels).

Le programme à moyen terme que j'ai suggéré ne vise pas seulement à moduler les formes de régulation des marchés dans la perspective de protéger les faibles (classes et

nations). Son volet politique n'est pas moins important. Les idées centrales qui ont guidé cette rédaction concernent le désarmement et l'élaboration d'un nouveau droit international des individus, des peuples et des Etats.

En conclusion, le défi et les alternatives en réponse à celui-ci peuvent être exprimés en une phrase simple : ou bien la mondialisation néo-libérale qui conduit inexorablement à l'apartheid à l'échelle mondiale, ou bien l'ouverture de négociations véritables dans la perspectives de la construction d'une mondialisation alternative, pluricentrique.